

L'épreuve du pouvoir modifie les rapports de force au sein du Hamas

JERUSALEM (AP) -- Un mois après son arrivée au pouvoir dans les territoires palestiniens, et face aux nombreuses difficultés rencontrées, le Hamas est confronté à des luttes intestines entre le chef radical du mouvement basé en Syrie, Khaled Méchaal, et les dirigeants élus en Cisjordanie et à Gaza. Les querelles portent sur une question centrale: la modération éventuelle de l'idéologie du Hamas, dont la charte appelle à la destruction d'Israël.

La hiérarchie du parti place le pouvoir suprême entre les mains de Khaled Méchaal, qui vit à plus de 160 kilomètres de Cisjordanie et de Gaza, où règnent le chaos et la pauvreté. Mais avec l'arrivée du Hamas à la tête de l'autorité palestinienne, ce rapport de force pourrait changer.

En public, le Mouvement de la résistance islamique affiche son unité. «Il n'y a pas de distinction entre (les dirigeants de) l'intérieur et l'extérieur», affirme un porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri, qui vit à Gaza. «Il y a une conspiration de certains médias étrangers pour essayer de montrer qu'il y a des différences. Le mouvement est uni».

Mais il est évident que les dirigeants du Hamas dans les territoires palestiniens sont plus pragmatiques, sinon plus modérés, vis-à-vis d'Israël. Ils ont maintenu une trêve de 15 mois avec l'Etat hébreu, tout en envoyant des messages qui semblent contradictoires: ils refusent de renoncer à la violence ou de négocier avec Israël, tout en évoquant la possibilité de paix dans des entretiens avec des médias étrangers.

Un haut responsable du Hamas, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a ainsi déclaré lundi que le mouvement débattait de la possibilité d'adopter une initiative de paix arabe datant de 2002: ce qui équivaldrait à reconnaître implicitement Israël, le plan envisageant la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël.

Selon ce responsable, le Hamas ne prendra toutefois pas de décision rapide, pour ne pas donner l'impression de céder aux pressions occidentales. De son côté, Israël a rejeté ce plan, qui impliquerait l'abandon de toute la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, occupé par l'Etat hébreu depuis la guerre de 1967.

Depuis la victoire du Hamas aux élections, Khaled Méchaal a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de désarmer le mouvement, ni de l'entraîner dans des négociations avec Israël.

Au début du mois, il avait taxé de traître le président palestinien Mahmoud Abbas, membre du Fatah, le parti rival, et qui souhaite faire la paix avec Israël.

Ses propos incendiaires contrastaient fortement avec la position du gouvernement Hamas, qui évite soigneusement d'affronter en public Mahmoud Abbas, ce dernier étant en première ligne pour tenter d'obtenir une légitimité internationale pour les Palestiniens. Plusieurs membres du gouvernement ont même critiqué publiquement Méchaal, montrant leurs désaccords croissants avec ce dernier.

La hiérarchie du Hamas sous-tend que le gouvernement doit appliquer la politique de Khaled Méchaal, qui a désigné à cette fin par l'organe décisionnaire du mouvement, le très secret «Majlis al-Choura». Et en adhérant au Hamas, ses membres prêtent serment d'allégeance au chef suprême du mouvement.

Mais d'autres pensent que les dirigeants en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza devraient être décisionnaires, car ayant tissé des liens étroits avec les Palestiniens. Un argument dont Méchaal, qui a quitté sa Cisjordanie natale il y a 40 ans, ne peut se prévaloir.

Si le gouvernement Hamas «réussit à gouverner la société palestinienne et les territoires occupés (...) je pense que la balance du pouvoir va pencher vers l'intérieur», affirme Basem Ezbidi,

professeur de science politique à l'université de Bir Zeit, en Cisjordanie. «Mais si le Hamas perd du terrain et n'y parvient pas, je pense que la balance du pouvoir continuera à pencher vers l'extérieur».

Pour l'instant, la tâche du gouvernement s'annonce délicate. Ses efforts pour diriger les territoires palestiniens ces quatre dernières semaines ont été paralysés par le gel des aides financières d'Israël de l'Occident, ainsi que par les fortes divergences avec le président Abbas. AP

pyr/v169/nc

© ap. - Tous droits réservés.